



## **CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 17 DÉCEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le dix sept décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

### **Excusés**

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)  
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)  
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)

Conseil de Communauté du 17 décembre 2021  
Délibération n°DCC2021\_185

<b>Objet</b>	<b>Heures supplémentaires et modalités d'indemnisation</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Les agents peuvent être appelés, selon les besoins du service, à effectuer des heures complémentaires dans la limite de la durée légale du travail, et des heures supplémentaires au-delà de la durée légale du travail à la demande de l'autorité territoriale ou du directeur de pôle pour assurer la continuité du service public et/ou répondre aux besoins, obligations réglementaires des services.

Toute heure effectuée en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail sera considérée comme étant une heure supplémentaire.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires territoriaux titulaires et stagiaires de catégorie B et de catégorie C, dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature.

Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est subordonné à la mise en œuvre et la production d'un décompte déclaratif mensuel et nominatif, validé et visé par le responsable de service, permettant de comptabiliser de façon exacte le nombre d'heures supplémentaires accomplies par mois.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra excéder 25 heures par mois. Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures.

Le contingent s'apprécie toutes heures supplémentaires confondues (heures de dimanches, de jour férié ou de nuit sont prises en compte pour l'appréciation de ce plafond).

Dans des circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, les agents peuvent réaliser des heures supplémentaires au-delà du contingent mensuel sur décision motivée de l'autorité territoriale avec information immédiate des représentants du personnel au comité technique.

Les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Ces heures sont considérées comme des heures complémentaires dès lors qu'elles ne les conduisent pas à dépasser la durée légale de travail hebdomadaire (35 heures). Elles sont rémunérées au taux normal. Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférente à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail (35 heures), les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont indemnisées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 susvisé.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

**1) Bénéficiaires : emplois concernés**

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires concernent les fonctionnaires des catégories B et C et les agents contractuels de droit public exerçant des fonctions de mêmes nature, dont les missions relèvent :

- Des interventions d'astreinte :
  - o Maintenance des bâtiments et infrastructures : tous emplois des services techniques
  - o Fonctionnement du service collecte : tous emplois du service environnement
  - o Accueil piscine : tous emplois d'Aqualorn
- Des dépassements des obligations normales de service :
  - o Contraintes liées à la gestion d'un équipement communautaires : tous emplois
  - o Travaux exceptionnels, urgents : tous emplois
  - o Manifestations ponctuelles : tous emplois
  - o Travail du 1<sup>er</sup> mai : tous emplois
  - o Assistance informatique en cas de réunion en dehors des heures d'ouverture du service : tous emplois

## **2) Conditions d'indemnisation**

Pour les agents à temps complet la rémunération horaire des heures supplémentaires est calculée sur la base d'un taux horaire prenant pour base le montant du traitement brut annuel de l'agent et de l'indemnité de résidence divisée par 1820. Ce taux horaire est ensuite majoré de 125 % pour les quatorze premières heures puis de 127 % pour les heures suivantes.

En outre, l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit (de 22 heures à 7 heures) et de 66 % lorsqu'elle est accomplie un dimanche ou un jour férié.

Les agents qui bénéficient d'un temps partiel sur autorisation ou de droit peuvent percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires. Le montant de l'heure supplémentaire applicable à ces agents est déterminé en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement brut et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein. Le contingent mensuel de ces heures supplémentaires ne peut excéder un pourcentage du contingent mensuel prévu à l'article 6 du décret du 14 janvier 2002 précité (25 heures) égal à la quotité de travail effectuée par l'agent.

Un agent à temps non complet et appartenant à un grade éligible aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS), amené à effectuer des heures au-delà de la durée normale définie lors de la création de l'emploi qu'il occupe, est rémunéré sur la base horaire résultant d'une proratisation de son traitement, tant que le total des heures effectuées ne dépasse pas la durée du cycle de travail définie par la collectivité pour les agents à temps complet. Au-delà le montant est calculé selon les modalités d'un agent à temps complet et conformément au décret n°2002-60 précité,

## **3) Conditions de récupération**

Une heure supplémentaire réalisée donne lieu à une heure de repos compensateur.

Lorsque les heures supplémentaires sont réalisées de nuit, dimanche ou jours fériés, les repos compensateurs seront majorés selon les mêmes modalités que leur paiement.

Heures supplémentaires	Récupération
Heure supplémentaire	1h15 min
Heure supplémentaire de nuit	2h30 min
Heure supplémentaire de dimanches et fériés	2h00 min

## **4 ) Versement**

Le contrôle et le paiement des heures supplémentaires seront effectués sur la base d'un décompte déclaratif mensuel et nominatif, validé et visé par le responsable de service.

## **5) Cumuls**

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont cumulables avec le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.

Elles ne peuvent être versées à un agent pendant les périodes d'astreinte (sauf si celles-ci donnent lieu à une intervention non compensée par une indemnité spécifique) et pendant les périodes ouvrant droit au remboursement des frais de déplacement.

### **DÉLIBÉRATION:**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires;

Vu l'avis du comité technique en date du 2 décembre 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 3 décembre 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 16 novembre 2021

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1** : fixe la liste des emplois autorisés à réaliser des heures supplémentaires et les conditions d'indemnisation,

**Article 2** : abroge les délibérations antérieures relatives au versement des IHTS,

**Article 3** : inscrit au budget les crédits correspondants.